

Traduction française ci-dessous

A la Fiscalía Provincial de Madrid
Sección de Medio Ambiente
Calle Poeta Joan Maragall, 53
28020
Madrid

Louvain-la-Neuve, 20 de diciembre de 2023

Concierne: manifiesto de solidaridad con las 15 personas implicadas en una acción de desobediencia civil (6 de abril de 2022)

Estimadxs Señorxs:

Las discusiones actuales en Dubaï en el marco de la COP 28 muestran el desfase entre, por una parte, el nivel gravísimo alcanzado por la desregulación climática y el deterioro de los ecosistemas en todo el planeta, y por otra parte, la ausencia de medidas colectivas a la altura de la situación de emergencia que atravesamos. En este contexto, científicos de alto vuelo se han expresado públicamente para pedir una reforma profunda de nuestro modo de producir y vivir en el planeta Tierra, que permita liberarnos de los combustibles fósiles responsables del calentamiento global y de un modo de vida dañino para los ecosistemas e *in fine* la habitabilidad de la Tierra. Lo más lógico sería que la iniciativa de tales científicos fuera apoyada por los poderes públicos. Desgraciadamente, parece ser que en España, como en otros países europeos, se haya escogido el camino opuesto: culpar a los portadores de la mala noticia en vez de ayudarlos a mover las conciencias y las instancias de poder.

Es lo que se puede comprobar al constatar cuál fue la reacción de la Fiscalía frente a una protesta llevada a cabo por el colectivo Rebelión Científica. El pasado 6 de abril de 2022 tuvo lugar una acción de protesta ante la escalinata del Congreso de los Diputados en Madrid. Los activistas lanzaron un líquido rojo sobre el edificio (especialmente elaborado para no dañar la piedra ni dejar manchas) para alertar frente a la criminal inacción climática. Hace falta insistir en el hecho de que esta protesta fue absolutamente no violenta ni se produjeron daños contra el edificio del Congreso de los Diputados. La respuesta de los poderes públicos ha sido la represión penal: la Fiscalía pide un año y nueve meses de prisión para los 15 investigadores que han sido imputados, en el marco de esta protesta, más el pago de los gastos de limpieza del edificio (realizada ésta sin problema particular ni equipo específico).

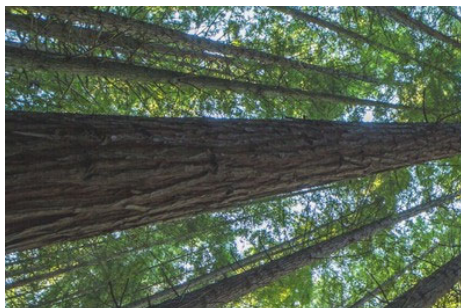
Consideramos que la desobediencia civil de la comunidad científica es una forma muy efectiva de generar presión para promover la acción climática más urgente y es una forma totalmente legítima de participación en el proceso democrático de tomas de decisiones frente a las crisis ecosistémicas que hacen correr riesgos existenciales a las sociedades en España y en Europa.

Por consiguiente, manifestamos nuestra solidaridad con las 15 personas arrestadas tras esa protesta climática, y pedimos, pensando en el bien común, que decaigan las acusaciones, así como el cierre de todos los procesos penales o sancionadores

relacionados con estas acciones de legítima protesta social.

FIRMAN:

Françoise Bartiaux, professeure émérite à l'UCLouvain
Véronique Bragard, professeure à l'UCLouvain
Pierre-Emmanuel Caprace, professeure à l'UCLouvain
Andrea Catellani, professeur à l'UCLouvain
Martin Colla, doctorant à l'UCLouvain
Valentin Couvreur, professeur et chercheur qualifié FNRS/UCLouvain
Geneviève Fabry, professeure à l'UCLouvain
Nathalie Frogneux, professeure à l'UCLouvain
Alexandre Heeren, professeur et chercheur qualifié FNRS/UCLouvain
Guillaume Lobet, professeur UCLouvain
Charlotte Luyckx, chargée de cours invitée à l'UCLouvain
Marie Jadoul, doctorante à l'UCLouvain
Luis Martinez Andrade, collaborateur scientifique à l'UCLouvain
Jean-Baptiste Ghins, doctorant à l'UCLouvain
Moïra Mikolajczak, professeure à l'UCLouvain
Josua Gräbener, post-doctorant à l'UCLouvain
Kennedy Dragt, doctorante à l'UCLouvain (FNRS)
Gabriel Salerno, chargé de cours à l'Université de Lausanne
Jean-Pierre Raskin, professeur à l'UCLouvain
Sébastien Colla, doctorant à l'UCLouvain
Coline Ruwet, professeure associée, ICHEC
Emile Neimry, assistant à l'UCLouvain
Claes Arnaud, post-doctorant à l'UCLouvain
Gaëlle Jeanmart, PhiloCité, maître de conférences à l'ULiège
Zakarie Bruyr, doctorant à l'UCLouvain
Zoé Saliez, doctorante à l'UCLouvain
Benoit Desguin, professeur à l'UCLouvain
Patrick Meyfroidt, professeur à l'UCLouvain
Zoé Davreux, doctorante à l'UCLouvain
Coline Machiels, doctorante à l'UCLouvain
Pascaline Van Oost, post-doctorante à l'UCLouvain
Magali Beylat, doctorante à l'UCLouvain
Catherine Grenier, assistante et doctorante à l'UCLouvain
Gaëlle Leman, doctorante à l'UCLouvain



Au bureau du procureur provincial de Madrid
Section de l'environnement
Rue Poeta Joan Maragall, 53
28020
Madrid

Louvain-la-Neuve, 20 décembre 2023

Concerne : Manifeste de solidarité avec les 15 personnes impliquées dans une action de désobéissance civile (6 avril 2022).

Les discussions actuelles à Dubaï dans le cadre de la COP 28 montrent le décalage entre, d'une part, le niveau très grave atteint par le dérèglement climatique et la détérioration des écosystèmes sur l'ensemble de la planète, et, d'autre part, l'absence de mesures collectives à la hauteur de la situation d'urgence que nous traversons. Dans ce contexte, d'éminents scientifiques se sont exprimés publiquement pour appeler à une réforme profonde de nos modes de production et de vie sur la planète Terre, afin de nous libérer des énergies fossiles responsables du réchauffement climatique et d'un mode de vie néfaste pour les écosystèmes et l'habitabilité de la Terre. Le plus logique serait que l'initiative de ces scientifiques soit soutenue par les pouvoirs publics. Malheureusement, il semble qu'en Espagne, comme dans d'autres pays européens, la voie inverse ait été choisie : blâmer les porteurs de mauvaises nouvelles au lieu de les aider à faire bouger les consciences et les autorités.

C'est ce que montre la réaction du ministère public à une manifestation organisée par le collectif Rébellion Scientifique. Le 6 avril 2022, une action de protestation a eu lieu devant les marches du Congrès des députés à Madrid. Les activistes ont jeté sur le bâtiment un liquide rouge (spécialement préparé pour ne pas abîmer la pierre ni laisser de taches) pour mettre en garde contre l'inaction criminelle en matière de climat. Il faut insister sur le fait que cette manifestation était absolument non-violente et qu'aucun dommage n'a été causé au bâtiment du Congrès des Députés. La réponse des pouvoirs publics a été la répression pénale : le ministère public demande un an et neuf mois de prison pour les 15 scientifiques qui ont été inculpés dans le cadre de cette manifestation, ainsi que le paiement des frais de nettoyage du bâtiment (qui a été effectué sans problème particulier).

Nous considérons que la désobéissance civile de la communauté scientifique est un moyen de pression très efficace pour promouvoir les actions climatiques les plus urgentes et une forme tout à fait légitime de participation au processus décisionnel démocratique face aux crises écosystémiques qui mettent les sociétés espagnoles et européennes en danger existentiel.

Nous exprimons donc notre solidarité avec les 15 personnes arrêtées à la suite de cette manifestation pour le climat, et avec les personnes à l'origine de cette manifestation. Et, dans l'intérêt du bien commun, nous demandons l'abandon des poursuites judiciaires l'abandon des poursuites et la clôture de tous les processus pénaux ou de sanction liés à ces actions de protestation sociale légitime.

Ont signé :